

Au Journal officiel du 15 au 21 mars 2014

Au Journal officiel du 15 au 21 mars 2014

24/03/2014

Au Journal officiel du 15 au 21 mars 2014

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 15 mars 2014 :

- Décret n° 2014-330 du 13 mars 2014 portant publication de la **résolution A. 765 (18) relative aux directives sur la sécurité des navires et autres objets flottants remorqués, y compris les installations, ouvrages et plates-formes en mer (ensemble une annexe)**, adoptée à Londres le 4 novembre 1993 ;
- Décret n° 2014-331 du 13 mars 2014 relatif aux **activités prud'homales**. - *Modification du Code du travail* ;
- Décret n° 2014-332 du 13 mars 2014 relatif à **l'indemnisation des conseillers prud'hommes**. - *Modification du Code du travail* ;
- Décret n° 2014-333 du 13 mars 2014 relatif à **la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles à l'autorité sanitaire**. - *Modification du Code de la santé publique*.

Au JO du 16 mars 2014 :

- Décret n° 2014-337 du 14 mars 2014 relatif à **l'accessibilité des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente**. - *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;

Et

Arrêté du 14 mars 2014 fixant les **dispositions relatives à l'accessibilité des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente** ;

- Arrêté du 14 mars 2014 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 fixant les **dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18 à R. 111-18-7 du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction**.

Au JO du 18 mars 2014 :

- LOI n° 2014-344 du 17 mars 2014 **relative à la consommation**. - *Modification du Code de l'action sociale et des familles, du Code des assurances, du Code civil, du Code forestier, du Code général des collectivités territoriales, du Code de commerce, du Code de la consommation, du Code de l'énergie, du Code de l'organisation judiciaire, du Code des procédures civiles d'exécution, du Code monétaire et financier, du Code de la mutualité, du code de la propriété intellectuelle, du Code des postes et des communications*

électroniques, du Code de la route, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de la santé publique, du Code de la sécurité intérieure, du Code de la sécurité sociale, du Code du sport, du Code du tourisme, du Code des transports. - Ce texte contient plusieurs dates d'entrée en vigueur particulières.

Au JO du 19 mars 2014 :

· Décret n° 2014-346 du 17 mars 2014 relatif à la **protection des personnes mentionnées à l'article 706-63-1 du Code de procédure pénale bénéficiant d'exemptions ou de réductions de peines** ;

Au JO du 20 mars 2014 :

· Décret n° 2014-348 du 18 mars 2014 relatif à la **responsabilité civile des propriétaires de navires pour les dommages résultant de la pollution par les hydrocarbures** ;

· Décret n° 2014-349 du 19 mars 2014 relatif à la **validation des périodes d'assurance vieillesse au titre du versement des cotisations**. - *Modification du Code de la sécurité sociale* ;

· Décret n° 2014-350 du 19 mars 2014 relatif à la **retraite anticipée au titre des « carrières longues »**. - *Modification du Code de la sécurité sociale, du Code des pensions civiles et militaires de retraite, du décret n° 46-1541 du 22 juin 1946 et décret n° 2008-637 du 30 juin 2008*. - Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 5) ;

· Décret n° 2014-352 du 19 mars 2014 relatif à la **vérification de l'identité des électeurs**. - *Modification du Code électoral*. - Ce texte entre en vigueur le 23 mars 2014 ;

· Arrêté du 17 mars 2014 portant **autorisation à titre expérimental d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Fichier des objets et des véhicules signalés » (FOVeS)**. - *Voir également CNIL, délibération n° 2013-357 du 14 novembre 2013*.

Au JO du 21 mars 2014 :

· Ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'**expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement** ;

Et

Ordonnance n° 2014-356 du 20 mars 2014 relative à l'**expérimentation d'un certificat de projet** ;

Et

Décret n° 2014-358 du 20 mars 2014 relatif à l'**expérimentation d'un certificat de projet** ;

· Décret n° 2014-354 du 19 mars 2014 pris pour l'application de l'article 31-2 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'**exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé** ;

· Décret n° 2014-357 du 19 mars 2014 relatif à la **mise en circulation après contrôle de conformité initial et au contrôle technique des véhicules de poids total autorisé en charge inférieur ou égal à 3,5 tonnes**. - *Modification du Code de la route* ;

· Décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'**organisation du système d'inspection du travail**. - *Modification du Code du travail*.

À signaler également :

· Conseil d'État, décision n° 353154, 354320, 357697 du 17 mars 2014 [statuant au contentieux] :
Convention du 26 juillet 2011 approuvée par arrêté du 22 septembre 2011.

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA